

Finance durable : l'heure du choix



© Poppe

[Opinions](#)

Contribution externe

Tout est en place pour le changement de paradigme. Notre expérience montre qu'il est possible de faire de la finance autrement, en tenant pour principe que l'argent ne doit pas être une fin en soi, mais un outil pour bâtir un monde plus juste et plus résilient. Mais un coup de volant politique est indispensable. Une opinion de Thomas Van Craen (Banque Triodos), Isabelle Philippe (Credal), Piet Colruyt, tous acteurs d'un collectif de 30 acteurs de la finance éthique et durable actifs en Belgique.

Tout est lié. C'est l'un des enseignements de la crise que nous traversons. En perturbant gravement les équilibres de l'environnement, nous nous exposons à des conséquences négatives de grande ampleur, qu'il s'agisse de pandémies mondiales ou du dérèglement climatique. C'est ainsi qu'un virus probablement issu de la faune sauvage a pu franchir la barrière des organismes humains et provoquer les conséquences mondiales que l'on sait. Et, comme tout est lié, les responsabilités aussi sont partagées. Car les dégradations environnementales commises à des milliers de kilomètres de chez nous, que ce soit en Chine ou en Amazonie, dépendent aussi de nos propres modes de consommation et de nos choix économiques.

Mais cette interconnexion peut aussi être une opportunité, un levier d'action pour bâtir un avenir plus juste et durable. Car nos choix ont des conséquences. Ainsi, chaque euro investi ou prêté de manière responsable peut avoir des effets bénéfiques pour l'ensemble de la société. Nous sommes convaincus que la finance peut et doit jouer un rôle central dans une transition juste et durable. Notre expérience montre qu'il est possible de faire de la finance autrement, en tenant pour principe que l'argent ne doit pas être une fin en soi, mais un outil pour bâtir un monde plus juste et plus résilient. Et si l'avenir passait par la finance durable ?

Elle doit devenir la norme

Tout est en place pour le changement de paradigme que nous sommes de plus en plus nombreux à appeler de nos vœux. Dans notre pays, nous ne manquons ni d'idées ni de capitaux. Alors pourquoi la finance éthique et durable reste-t-elle marginale ? Si les grandes banques communiquent volontiers sur leurs "investissements socialement responsables", ceux-ci représentent pourtant une part infime des capitaux engagés (10 % des fonds d'investissement, à peine 1 % des comptes d'épargne).

À travers les crises sanitaires, économiques et climatiques que nous vivons, nous sommes chaque jour davantage confrontés aux conséquences d'un modèle économique et financier non soutenable, des conséquences qui sont désormais confirmées par d'innombrables études et rapports scientifiques. Il est donc temps de réorienter massivement les flux d'argent en faveur des activités qui ont un impact positif sur la société et l'environnement. Les solutions existent. C'est désormais une question de choix. Individuels, mais aussi collectifs. Face aux enjeux du XXI^e siècle, l'investissement à impact positif ne peut plus être marginal. Il doit devenir la nouvelle norme.

Coup de volant politique

Nous sommes à un tournant. Si nous voulons nous engager résolument dans la voie d'une économie juste et durable, un coup de volant politique est indispensable. Face à la crise économique, le risque est grand que les pouvoirs publics opèrent, dans l'urgence, des investissements massifs dans des secteurs et des pratiques du passé. Un choix qui serait lourd de conséquences, alors que nous possédons un tissu local d'entreprises innovantes qui ne demandent qu'à inventer l'économie de demain, mais aussi des investisseurs et épargnants de bonne volonté qui attendent un signal clair du politique. Des acteurs financiers et entrepreneurs durables n'ont pas attendu d'y être contraints pour prendre leurs responsabilités. C'est en leur nom, aux côtés du Resilience Management Group (RMG) et du plan "Sophia", que nous plaçons aujourd'hui pour une réorientation massive du secteur financier et un engagement fort et clair du politique.

Nous en appelons donc à l'État et aux entités fédérées. Nous leur demandons de prendre des mesures vigoureuses et ambitieuses pour rediriger les flux financiers vers l'investissement à impact positif, dans le sillage du projet de Pacte vert européen. Nos représentants doivent se saisir de la gravité du moment pour donner l'impulsion nécessaire et mettre notre économie sur la voie d'une transition juste et durable. Cela suppose, entre autres, la mise en place d'une taxe carbone et l'obligation de prendre en compte, à tout le moins, les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) pour tous les investissements belges.

Encourager les épargnants

Nous demandons également que les pouvoirs publics favorisent plus fortement les entreprises et les investissements à impact positif. Cela passe par la modulation des cotisations sociales et la concentration des aides publiques pour les entreprises concernées et par des mesures qui encouragent les investisseurs institutionnels et les épargnants privés à opter pour des investissements durables. Il est également essentiel d'offrir un accompagnement performant aux entreprises ayant un impact social et environnemental positif, en poursuivant le déploiement d'un écosystème favorable à leurs activités. Dans ce domaine, les outils et synergies développés par une ASBL comme Solifin peuvent fournir une source d'inspiration utile.

Toute crise comporte des opportunités. Nous avons la responsabilité collective de faire en sorte que la crise actuelle représente une chance unique de créer une économie soutenable au service de tous, dans un monde plus durable. Aux côtés des pouvoirs publics, et encouragés par eux, la finance éthique et les fonds d'investissements durables seront un outil efficace de cette transformation positive de l'économie.

Voici la liste de co-signataires, avec leurs organisations respectives : Alain Boribon (Citizenfund), Céline Bouton (Lita.co), Étienne de Callatay (Orcadia), Piet Callens (Hefboom), Piet Colruyt (Impact Capital), Anneleen De Bonte (Solifin), Nikolay Dentchev (VUB), François de Borchgrave (Kois Invest), Xavier Declève (PhiTrust), Guibert del Marmol (Fondation Lunt), Olivier de Guerre (PhiTrust), Benoît Derenne (Fondation pour les Générations futures), Ludo Dhelft (Socrowd), Christel Dumas (Icheq), Philippe Herbiet (Change), Sevan Holemans (Solifin), Aymeric Jung (Quadia), Frederik Lamote (Growfunding), Ines Mertens (Inventures), Pieter Oostlander (Si² fund), Cordelia Orfinger (Groupe One, Village Finance), Isabelle Philippe (Credal), Virginie Samyn (Fondation 4Wings), Sarah Schelstraete (Sociaal Innovatie Fabriek), Patrick Somerhausen (Funds for Good), Olivier Van Cauwelaert (Scale-up fund), Thomas Van Craen (Banque Triodos), Pieter-Jan Van de Velde (Trividend), Luc Van Liedekerke (UAntwerpen), Virginie Xhaufclair (ULiège). Tous actifs au sein de l'ASBL Solifin, réseau de la finance éthique et durable en Belgique.